

CHARLES (Frédéric). — *Instituteurs : un coup au moral — Genèse d'une crise de reproduction*. — Paris : Ramsay, 1988. — 268 p.

En 1986, pour la première fois, signe évident d'une crise profonde, l'Éducation Nationale ne parvient pas à recruter tous les instituteurs dont elle a besoin. C'est à la compréhension de cette crise que Frédéric Charles nous invite dans cet ouvrage qui, comme le sous-titre l'indique (« genèse d'une crise de reproduction »), se fixe pour but, dans la période allant de 1955 à 1984, « l'étude de l'évolution et des transformations du recrutement des normaliens et normaliennes des deux Écoles Normales de Paris au cours des trente dernières années ».

En trente ans, la situation des normaliens et des instituteurs connaît des modifications fondamentales, aussi bien dans le domaine des mesures strictement scolaires que du point de vue de l'origine sociale et du parcours scolaire et universitaire des jeunes qui entrent dans les E.N.

Pendant la première sous-période étudiée (1955-1973), le recrutement se fait après le baccalauréat, mais surtout en fin de 3^e ou de seconde. Les élèves recrutés à ce niveau secondaire sont pour la plupart d'origine modeste : l'École Normale représente à la fois un moyen de continuer leurs études en recevant un salaire et une voie d'ascension sociale. S'ils supportent la vie difficile des EN — clôture, bachotage, horaires, discipline, sanctions — c'est parce que leur entourage (famille, voisinage) valorise leur choix et que « l'institution se réserve le monopole de la vision légitime du métier et leur impose cette vision ».

Pendant la même période, on assiste à la fois à une banalisation de l'accès à l'enseignement secondaire et à un renversement tout à fait notable dans les origines sociales et scolaires des normaliens. Le concours post-baccalauréat qui prend une importance de plus en plus grande, attire une proportion plus forte de jeunes issus des classes supérieures que le concours fin de 3^e (21,3 % contre 10,3 % pour la période 55-73 pour les garçons ; 24,7 % contre 16,7 % pour les filles). Dès ce moment, il s'agit, pour bon nombre de normaliens issus de classes supérieures de se « rabattre » sur l'École Normale.

DANS LA CRISE DE REPRODUCTION, UNE DATE-CLÉ : 1973

Lorsqu'à partir de 1973 le recrutement ne se fait plus qu'après le baccalauréat, le renversement dans les origines sociales devient rupture : la domination numérique des élèves issus des classes supérieures retire aux élèves venant des classes populaires et des couches

inférieures des classes moyennes, une voie réelle d'ascension sociale. Cette sorte de « déprolétarianisation » du recrutement s'accompagne par ailleurs d'une augmentation des taux d'élèves ayant passé plusieurs années dans l'enseignement supérieur, parfois terminées par un diplôme.

« Cet accroissement de l'effectif des classes supérieures est à l'origine d'une augmentation considérable, pour les enfants de ces classes, d'une part de la concurrence entre eux pour essayer de se maintenir dans leur catégorie sociale, et d'autre part de leur lutte pour résister aux autres catégories sociales qui tentent de se promouvoir grâce à l'école » (p. 106). Sous la pression conjuguée du risque de chômage et de l'inflation des diplômes, les Écoles Normales deviennent ainsi le lieu de stratégies de repli après un échec dans la tentative de maintien ou de progression sociale et le lieu d'une concurrence entre des « héritiers » et des enfants des couches moyennes et populaires qui, minorisés, doivent combler leur absence de capital culturel par un capital scolaire conséquent. On observera que ce qui est vrai là pour les garçons, l'est beaucoup moins pour les filles qui mettent plutôt en œuvre des stratégies de libération et d'autonomisation matérielle et sociale par rapport à leur famille.

LE « COUP AU MORAL »

Frédéric Charles achève l'étude par un chapitre fort intéressant, même s'il apparaît parfois un peu en dehors de l'objet initial, et dont les développements éclairent le « coup au moral » des instituteurs. Il rappelle que les différentes stratégies mises en œuvre sont toutes différentes de l'ancienne, forte, unique et positive stratégie d'ascension sociale.

Et l'on comprend pourquoi, à ces jeunes venant souvent de l'université et possesseurs d'un capital important, l'École Normale apparaît comme un lieu de régression intellectuelle, d'infantilisation, d'ennui où se développent la paresse, l'absentéisme et des conflits sur la qualité et l'utilité de l'enseignement reçu. Une atmosphère qui touche également ceux qui sont entrés juste après le baccalauréat...

À la baisse du prestige social de l'instituteur s'ajoute, en outre, la modicité des rémunérations: la déprolétarianisation du recrutement s'accompagne maintenant d'une prolétarianisation du métier et du salaire. Ce déclassement social — auquel les filles n'échappent pas, pour qui le salaire n'est plus un simple salaire d'appoint — engendre souvent des sentiments de honte sociale: rares sont ceux qui présentent positivement leur métier et l'image de soi est le plus souvent négative, voire empreinte de mépris.

À l'évidence, la formation et le milieu des instituteurs sont en crise et le constat de Frédéric Charles est sombre et parfois amer. L'auteur se garde d'ailleurs de donner la moindre opinion quant à d'éventuels remèdes à la situation. Se maintenant dans la position du chercheur distant par rapport à son objet, il apporte un point de vue scientifique et c'est à ce titre que quelques remarques s'imposent.

Il serait injuste de reprocher à Frédéric Charles les caractéristiques de son échantillon. On sait bien les limites de tout travail de recherche, a fortiori lorsqu'il est mené pour une thèse de 3^e cycle ; plus que représentatif, son échantillon est tout simplement significatif. Mais on peut regretter que le choix de la région parisienne fausse un peu les données quantitatives (quelle signification ont les pourcentages relatifs aux agriculteurs par exemple ?) et qualitatives : l'image sociale de l'instituteur est peut-être un peu moins négative en province et en milieu rural qu'à Paris.

Il convient de relever par ailleurs une prise en compte insuffisante du poids (elles sont 75 % des effectifs) de filles dans la population étudiée. L'impression ne se dément pas au fil de la lecture : l'analyse paraît porter surtout sur les garçons, leurs stratégies, leurs parcours scolaires et leurs représentations. Un chapitre entier certes est consacré aux normaliennes, mais les conclusions paraissent assez peu prises en compte dans les synthèses et les conclusions finales. Et l'on peut se demander si la stratégie de libération, vu l'importance numérique des filles, n'occupe pas une place plus importante dans la « crise de reproduction ».

On regrettera, enfin, que ce que Frédéric Charles appelle les « médiations » entre formation secondaire et entrée à l'EN n'aient pas fait l'objet d'une exploration systématique et quantifiée, tant elles apparaissent parfois comme autant de facteurs déterminants des stratégies. Et il en va de même en ce qui concerne la formation des enseignants des Écoles Normales.

Ces quelques réserves n'empêchent en rien cet ouvrage de présenter un intérêt d'autant plus évident qu'il répond aux attentes d'explication que les mouvements d'instituteurs du début 1987 ont fait naître. Mené avec l'aide attentive et encourageante de Paul de Gaudemar qui a dirigé la thèse dont l'ouvrage est issu, ce travail rigoureux offre des clefs tout à fait pertinentes pour comprendre la crise, aujourd'hui visible à l'œil nu, de la profession d'instituteur. À ce titre, il devrait intéresser aussi bien ceux dont il analyse la situation que ceux qui ont pour tâche d'apporter des remèdes à la crise qu'elle traverse.